



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 04/08/2020

N° : 2020/177

SOMMAIRE

 <u>Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020</u>	page 3
 <u>Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020</u>	page 16

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 9 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-PROVENCE-METROPOLE

Conseil de Métropole

9 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 10 juillet 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Moussa BENKACI - Nassera BENMARNIA - Rebecca BERNARDI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Jean-Marc BLOCQUEL - Maryline BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Patrick BORÉ - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Romain BRUMENT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Jean-Louis CANAL - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Arnaud DROUOT - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Claude FILIPPI - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - André GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE -

Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Jean HETSCH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Michel LAN - Vincent LANGUILLE - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jean-Marie LEONARDIS - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIÉ - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Eric MERY - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Michel MILLE - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAIN - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Roger PELLEN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Michel RUIZ - Florian SALAZAR-MARTIN - Valérie SANNA - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

André BERTERO par Olivier GUIROU - Véronique PRADEL par Eric LE DISSÈS - Alain ROUSSET par Gérard GAZAY

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Bruno GILLES - Michel LAN - Maxime MARCHAND - Patrick PAPPALARDO - Marine PUSTORINO-DURAND.

Etait présent et représenté en cours de séance Monsieur :

Laurent SIMON représenté à 11h31 par Patrick BORÉ.

CONSEIL DE LA METROPOLE

HN 002-8066/20/CM

■ **Détermination du nombre des Vice-Présidents de la Métropole**
HN 002-09/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant, ni qu'il puisse excéder quinze Vice-Présidents.

Pour les Métropoles, le nombre de Vice-Présidents est fixé à vingt.

Il appartient donc au Conseil de la Métropole de fixer le nombre de Vice-Présidents sans que ce nombre puisse excéder vingt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 001-8065/20/CM relative à l'élection de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Etait présente et excusée en cours de séance Madame :

Sabine BERNASCONI à 11h07.

Commission "Hors Nomenclature"

Article unique :

Le nombre de Vice-Présidents du Conseil de la Métropole est fixé à vingt.

HN 003-8067/20/CM

■ **Composition du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**
HN 003-09/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il appartient à l'assemblée de fixer librement la composition du Bureau, en application de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Cet article dispose notamment que le Bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs membres. Il précise également que le nombre de Vice-Présidents ne peut être supérieur à vingt, pour les Métropoles.

Cet alinéa est complété par l'article L. 5218-6 du CGCT qui précise que « les Présidents de Conseil de Territoire sont de droit, Vice-Présidents du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Il est ainsi proposé que le Bureau de la Métropole soit composé du Président, des vingt Vice-Présidents de la Métropole, des six Vice-Présidents de droit et de dix Conseillers métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 002-8066/20/CM du 9 juillet 2020 fixant le nombre de Vice-Présidents.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé comme suit :

- La Présidente de la Métropole,
- Les six Présidents de Conseil de Territoire en qualité de Vice-Présidents de droit,
- Vingt Vice-Présidents en application de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Dix Conseillers métropolitains qui seront élus par le Conseil de la Métropole

Sous la présidence de Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil de la Métropole, les Conseillers métropolitains ont été invités à procéder à l'élection des vingt Vice-Présidents.

La Présidente a rappelé que les Vice-Présidents, de la Métropole, sont élus au scrutin secret et uninominal, à la majorité absolue des suffrages pour les deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour, si après deux tours aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue.

La Présidente a précisé que le scrutin aura lieu par vote électronique.

La Présidente a invité les candidats à se faire connaître.

Election du premier Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Gérard BRAMOULLÉ

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	225
- exprimés :	145
- majorité absolue :	73
- abstentions :	15
- blancs :	80

A obtenu :

Gérard BRAMOULLÉ : 145 voix

Gérard BRAMOULLÉ ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé premier Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du deuxième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Danielle MILON

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	228
- exprimés :	137
- majorité absolue :	69
- abstentions :	12
- blancs :	91

A obtenu :

Danielle MILON : 137 voix

Danielle MILON ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamée deuxième Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du troisième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Patrick BORÉ

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	229
- exprimés :	148
- majorité absolue :	75
- abstentions :	11
- blancs :	81

A obtenu :

Patrick BORÉ : 148 voix

Patrick BORÉ ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé troisième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du quatrième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Georges ROSSO

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	220
- exprimés :	145
- majorité absolue :	73
- abstentions :	20
- blancs :	75

A obtenu :

Georges ROSSO : 145 voix

Georges ROSSO ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé quatrième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du cinquième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Sophie JOISSAINS

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	220
- exprimés :	138
- majorité absolue :	70
- abstentions :	20
- blancs :	82

A obtenu :

Sophie JOISSAINS : 138 voix

Sophie JOISSAINS ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamée cinquième Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du sixième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Georges CRISTIANI

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	220
- exprimés :	137
- majorité absolue :	69
- abstentions :	20
- blancs :	83

A obtenu :

Georges CRISTIANI : 137 voix

Georges CRISTIANI ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé sixième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du septième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Pascal MONTECOT

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	223
- exprimés :	132
- majorité absolue :	67
- abstentions :	17
- blancs :	91

A obtenu :

Pascal MONTECOT : 132 voix

Pascal MONTECOT ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé septième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du huitième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Roland GIBERTI

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	220
- exprimés :	138
- majorité absolue :	70
- abstentions :	20
- blancs :	82

A obtenu :

Roland GIBERTI : 138 voix

Roland GIBERTI ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé huitième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du neuvième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Gérard GAZAY

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	222
- exprimés :	132
- majorité absolue :	67
- abstentions :	18
- blancs :	90

A obtenu :

Gérard GAZAY : 132 voix

Gérard GAZAY ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé neuvième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du dixième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Éric LE DISSÈS

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	217
- exprimés :	143
- majorité absolue :	72
- abstentions :	23
- blancs :	74

A obtenu :

Éric LE DISSÈS : 143 voix

Éric LE DISSÈS ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé dixième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du onzième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- David GALTIER

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	214
- exprimés :	136
- majorité absolue :	69
- abstentions :	26
- blancs :	78

A obtenu :

David GALTIER : 136 voix

David GALTIER ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé onzième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du douzième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Didier KHELFA

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	222
- exprimés :	151
- majorité absolue :	76
- abstentions :	18
- blancs :	71

A obtenu :

Didier KHELFA : 151 voix

Didier KHELFA ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé douzième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du treizième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Michel ROUX

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	218
- exprimés :	125
- majorité absolue :	63
- abstentions :	22
- blancs :	93

A obtenu :

Michel ROUX : 125 voix

Michel ROUX ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé treizième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du quatorzième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Emmanuelle CHARAFE

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	215
- exprimés :	121
- majorité absolue :	61
- abstentions :	25
- blancs :	94

A obtenu :

Emmanuelle CHARAFE : 121 voix

Emmanuelle CHARAFE ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamée quatorzième Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du quinzième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Christian BURLE

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	221
- exprimés :	136
- majorité absolue :	69
- abstentions :	19
- blancs :	85

A obtenu :

Christian BURLE : 136 voix

Christian BURLE ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé quinzième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du seizième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Daniel GAGNON

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	218
- exprimés :	134
- majorité absolue :	68
- abstentions :	22
- blancs :	84

A obtenu :

Daniel GAGNON : 134 voix

Daniel GAGNON ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé seizième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du dix-septième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Didier RÉAULT

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	217
- exprimés :	138
- majorité absolue :	70
- abstentions :	23
- blancs :	79

A obtenu :

Didier RÉAULT : 138 voix

Didier RÉAULT ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé dix-septième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du dix-huitième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Frédéric GUINIERI

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	219
- exprimés :	150
- majorité absolue :	76
- abstentions :	21
- blancs :	69

A obtenu :

Frédéric GUINIERI : 150 voix

Frédéric GUINIERI ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé dix-huitième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du dix-neuvième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Henri PONS

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	219
- exprimés :	147
- majorité absolue :	74
- abstentions :	21
- blancs :	72

A obtenu :

Henri PONS : 147 voix

Henri PONS ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé dix-neuvième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du vingtième Vice-Président :

A fait acte de candidature :

- Martial ALVAREZ

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	219
- exprimés :	143
- majorité absolue :	72
- abstentions :	21
- blancs :	76

A obtenu :

Martial ALVAREZ : 143 voix

Martial ALVAREZ ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé vingtième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sous la présidence de Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil de la Métropole, les Conseillers métropolitains ont été invités à procéder à l'élection des dix membres du Bureau de la Métropole.

La Présidente a rappelé que les membres du Bureau de la Métropole, sont élus au scrutin secret et uninominal, à la majorité absolue des suffrages pour les deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour, si après deux tours aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue. La Présidente a précisé que le vote serait effectué au moyen d'un boîtier de vote électronique.

La Présidente a invité les candidats à se faire connaître.

Election du premier Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Véronique MIQUELLY

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	214
- exprimés :	125
- majorité absolue :	63
- abstentions :	26
- blancs :	89

A obtenu :

Véronique MIQUELLY : 125 voix

Véronique MIQUELLY ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamée première Conseillère siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du deuxième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Christian AMIRATY

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	214
- exprimés :	137
- majorité absolue :	69
- abstentions :	26
- blancs :	77

A obtenu :

Christian AMIRATY : 137 voix

Christian AMIRATY ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé deuxième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du troisième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Bernard DEFLESSELLES

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	206
- exprimés :	120
- majorité absolue :	61
- abstentions :	34
- blancs :	86

A obtenu :

Bernard DEFLESSELLES : 120 voix

Bernard DEFLESSELLES ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé troisième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du quatrième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Philippe GINOUX

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	212
- exprimés :	137
- majorité absolue :	69
- abstentions :	28
- blancs :	75

A obtenu :

Philippe GINOUX : 137 voix

Philippe GINOUX ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé quatrième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du cinquième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Serge PEROTTINO

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	215
- exprimés :	127
- majorité absolue :	64
- abstentions :	25
- blancs :	88

A obtenu :

Serge PEROTTINO : 127 voix

Serge PEROTTINO ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé cinquième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du sixième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Amapola VENTRON

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	210
- exprimés :	123
- majorité absolue :	62
- abstentions :	30
- blancs :	87

A obtenu :

Amapola VENTRON : 123 voix

Amapola VENTRON ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamée sixième Conseillère siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du septième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Olivier FREGEAC

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	216
- exprimés :	135
- majorité absolue :	68
- abstentions :	24
- blancs :	81

A obtenu :

Olivier FREGEAC : 135 voix

Olivier FREGEAC ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé septième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du huitième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Roland MOUREN

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	212
- exprimés :	131
- majorité absolue :	66
- abstentions :	28
- blancs :	81

A obtenu :

Roland MOUREN : 131 voix

Roland MOUREN ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé huitième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du neuvième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Jean-Pascal GOURNÈS

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	211
- exprimés :	135
- majorité absolue :	68
- abstentions :	29
- blancs :	76

A obtenu :

Jean-Pascale GOURNÈS : 135 voix

Jean-Pascal GOURNÈS ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé neuvième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Election du dixième Conseiller siégeant au Bureau :

A fait acte de candidature :

- Didier PARAKIAN

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants :	208
- exprimés :	128
- majorité absolue :	65
- abstentions :	32
- blancs :	80

A obtenu :

Didier PARAKIAN : 128 voix

Didier PARAKIAN ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé dixième Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

HN 006-8070/20/CM

■ Lecture de la charte de l' élu local prévue à l'article L.1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
HN 006-09/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente indique au Conseil de la Métropole que, suite à l'adoption de la loi n°2015-366 du 31 mars 2015, une nouvelle disposition a été introduite dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoit que lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du Président (e), des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau, le Président donne lecture de la charte de l' élu local inscrite à l'article L.1111-1-1 du CGCT.

En préambule, Madame la Présidente rappelle l'alinéa 1^{er} de la disposition précitée, lequel dispose que : « Les élus locaux sont les membres des Conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l' élu local ».

Madame la Présidente donne lecture de la charte de l' élu local :

« 1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

« 2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

« 3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

« 4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

« 5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

« 6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

« 7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. » ;

Madame la Présidente après cette lecture, remet aux conseillers métropolitains, conformément à

l'article L.5211-6 du CGCT, une copie de la charte de l'élu local et les dispositions de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du titre 1^{er} « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » applicable dans les Métropoles ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole prend acte que Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné lecture de la charte de l'élu local et a remis copie de celle-ci à tous ses membres ainsi que copie des dispositions de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du titre 1^{er} « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » et des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 007-8071/20/CM

■ Modalités de dépôt des listes de candidats à la Commission d'Appel d'Offres

HN 007-09/07/20 CM

Madame ou Monsieur le Président(e) de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les modalités de désignation de la Commission d'Appel d'Offres sont réglées par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois avant de procéder à la constitution de ces commissions, il appartient à l'assemblée délibérante, conformément à l'article D.1411-5 du CGCT de fixer les conditions de dépôts des listes.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conditions de dépôt des listes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

- Chaque liste doit être déposée avant 12h au secrétariat du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la commission d'appel d'offre ;

- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

- En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

- En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 008-8072/20/CM

■ Modalités de dépôt des listes de candidats à la Commission de Concession de la Métropole
HN 008-09/07/20 CM

Madame ou Monsieur le Président(e) de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L.1121-1 et L.3114-1 du Code de la Commande Publique (CCP), un contrat de concession est un contrat conclu par écrit par une personne morale de droit public en vue de confier l'exécution de travaux ou la gestion d'un

service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les contrats de concession sont passés dans le respect des règles procédurales telles que prévues par les dispositions des articles L.3100-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), lequel opère plusieurs renvois législatifs, notamment à l'article L.1411-5 du même Code, une commission, dénommée « commission concession » doit être créée.

Après ouverture des plis par les services compétents, la commission aura pour mission d'analyser les candidatures, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et ce, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ainsi que d'analyser les offres des soumissionnaires. Au vu de l'avis de cette commission, l'autorité habilitée à signer le contrat, ou son représentant si celui-ci a été investi d'une délégation de fonction et de signature en la matière, pourra engager des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Par ailleurs, cette même commission est saisie pour avis de tout projet d'avenant qui conduit à une augmentation de plus de 5% du montant global du contrat. Elle est saisie pour information de tout autre projet d'avenant.

La commission « concession » siègera tant sur les questions relatives aux concessions de services et concessions de travaux que sur celles relatives aux délégations de service public.

A l'issue de la procédure, l'autorité habilitée à signer le contrat, ou son représentant, transmet le rapport d'analyse des propositions des soumissionnaires ainsi que les motifs du choix de l'attributaire et l'économie générale du contrat.

Le Conseil de la Métropole est saisi, pour approbation, du choix de l'attributaire et des caractéristiques principales du contrat à venir.

Conformément au II a) de l'article L.1411-5 du CGCT, la commission « concession » est composée de l'autorité habilitée à signer la convention, ou son représentant, et de cinq membres élus au sein du Conseil de la Métropole au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection en nombre égal à celui des membres titulaires.

Conformément au II de l'article L.1411-5 du CGCT « lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public ».

Conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, il appartient au Conseil de la Métropole, avant de procéder à l'élection des membres de cette commission, de déterminer les conditions de dépôt des listes.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conditions de dépôt des listes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Conformément aux dispositions de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

- Chaque liste doit être déposée avant 12H au secrétariat de la Présidence de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission Concession ;

- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;
- En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;
- En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 17 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

17 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 20 juillet 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Moussa BENKACI - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Jean-Marc BLOCQUEL - Maryline BONFILLON - Patrick BORÉ - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Gérard BRAMOULLÉ - Romain BRUMENT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Jean-Louis CANAL - Joël CANICAVE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Arnaud DROUOT - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - André GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Jean HETSCH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE -

Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jean-Marie LEONARDIS - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Eric MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Véronique MIQUELLE - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Lisette NARDUCCI - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Didier PARAKIAN - Benoit PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY représenté par Eric LE DISSÈS - Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Rebecca BERNARDI représentée par Yannick OHANESSIAN - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA représentée par Georges CRISTIANI - Doudja BOUKRINE représentée par Camélia MAKHLOUFI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON représentée par Solange BIAGGI - Emilie CANNONE représentée par Laure-Agnès CARADEC - Christine CAPDEVILLE représentée par Nathalie LEFEBVRE - Martin CARVALHO représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Eric CASADO représenté par François BERNARDINI - Roland CAZZOLA représenté par Gilbert SPINELLI - Pascal CHAUVIN représenté par Frédéric GUINIERI - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Claude FILIPPI représenté par Stéphane LE RUDULIER - Jean-Pierre GIORGI représenté par Patrick GHIGONETTO - Magali GIOVANNANGELI représentée par Gérard FRAU - Philippe GRANGE représenté par Pascal MONTECOT - Yannick GUERIN représenté par Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH représentée par Hervé MENCHON - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Pierre-Olivier KOUBI-

FLOTTE représenté par Mireille BALLETTI - Vincent LANGUILLE représenté par Jean-Pascal GOURNES - Richard MALLIÉ représenté par Amapola VENTRON - Régis MARTIN représenté par Arnaud MERCIER - Yves MESNARD représenté par Nathalie TESSIER - Marie MICHAUD représentée par Pierre LEMERY - José MORALES représenté par Audrey GARINO - Pascale MORBELLI représentée par Loïc GACHON - Roland MOUREN représenté par Roland GIBERTI - Christian NERVI représenté par Philippe GINOUX - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Claude PICCIRILLO représenté par Olivier FREGEAC - Patrick PIN représenté par Jean-Marc COPPOLA - Laure ROVERA représentée par Christian PELLICANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Jean-Marc SIGNES représenté par Anne MEILHAC - Jean-Louis VINCENT représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Yves WIGT représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Sophie JOISSAINS.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Bruno GILLES - Michel LAN - Maxime MARCHAND - Patrick PAPPALARDO - Marine PUSTORINO-DURAND.

Etait présent et représenté en cours de séance Monsieur :
Laurent SIMON représenté à 11h31 par Patrick BORÉ.

Etait présente et excusée en cours de séance Madame :
Sabine BERNASCONI à 11h07.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-8073/20/CM

■ **Délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

HN 001-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) autorise le Conseil de la Métropole à déléguer une partie de ses attributions au Bureau et à la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à l'exception des compétences ci-après listées :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Suite au renouvellement général, le Conseil de la Métropole est invité à se prononcer à nouveau sur les délégations de compétences au Bureau de la Métropole dans la limite de celles accordées à la Présidente de la Métropole.

Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait l'objet expressément d'une délégation au Bureau ou à la Présidente de la Métropole relèvera de la compétence du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

1- En matière financière :

- Attribuer des subventions, des participations en faveur des associations Loi 1901 et

- organismes divers, dans la limite du budget voté ;
- Demander à toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions dès lors qu'elle est concomitante à l'approbation d'un projet faisant l'objet d'une délibération par le Bureau;
- Procéder aux abondements aux régies personnalisées et attribuer des subventions aux régies dotées de la seule autonomie financière, dans la limite du budget voté ;
- Approuver les demandes de remise gracieuse de dettes et de dégrèvement sur facture dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- Approuver les garanties d'emprunt et leurs avenants dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée par le règlement d'octroi des garanties ;
- Approuver la participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins-pompiers de Marseille dans la limite du budget voté ;
- Autoriser le versement de la prime de performance épuratoire dans la limite du budget voté ;
- Approuver la campagne annuelle de lutte contre les moustiques dans la limite du budget voté.

2- Pour les contrats autres que ceux relevant de la commande publique :

- Approuver les conventions constitutives des groupements de commande et groupements d'autorités concédantes ;
- Approuver l'ensemble des contrats, conventions, partenariats, chartes et leur(s) avenant(s) à l'exclusion de ceux :
 - Qui relèvent de la catégorie des marchés publics, des concessions, incluant les délégations de services publics ou des contrats de partenariat public-privé ;
 - Qui sont conclus sur le fondement de l'article L. 5215-27 du CGCT ;
 - Qui relèvent des attributions déléguées à la Présidente de la Métropole
- Approuver les protocoles transactionnels ;
- Approuver les conventions désignant un maître d'ouvrage unique (en application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique) et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée passées avec les communes-membres, les établissements publics qui lui sont rattachés et les sociétés publiques locales dont la Métropole est actionnaire.

3- En matière de ressources humaines :

- Approuver les Schémas directeurs d'organisation des services ;

- Convention de mise à disposition de personnel à titre gratuit et information des mises à disposition de personnel à titre onéreux ;
- Approuver les modalités de transfert de personnel et tout document y afférent ;
- Approuver les actes et conventions liés à la restauration collective et aux tickets restaurants ;
- Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance, de l'intérim ;
- Approuver le règlement de formation métropolitain, le plan de formation métropolitain et ses modifications ;
- Approuver les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne ;
- Définir les taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains ;
- Modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;
- Approuver les tarifs des séjours applicables aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires ;
- Régimes des astreintes et permanences au sein de la Métropole.

4- Pour la participation à des organismes divers :

- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux associations et aux organismes extérieurs, les renouvellements d'adhésion et versement des cotisations afférentes ;
- Approuver les modifications des statuts des régies à l'exclusion de celles portant modification de périmètre ou d'objet statutaire ;
- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux démarches de labellisation.

5- En matière d'indemnisation :

- Approuver les propositions d'indemnisations amiables aux tiers victimes de dommages ;
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains dans la limite de 7600 euros ;
- Créer et modifier les commissions d'indemnisation amiable de la Métropole, déterminer leurs modalités de fonctionnement et en désigner ses membres.

6- En matière de patrimoine immobilier et mobilier :

- Approuver tous baux à construction et emphytéotiques et leur(s) avenant(s) à l'exception de ceux non détachables d'un contrat de la commande publique et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à

l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;

- Approuver en qualité de promettant ou de bénéficiaire, de bailleur ou de preneur ; toute promesse de bail ; tout type de bail, le cas échéant sur son domaine privé ; toute convention d'occupation, la mise à disposition du domaine public ainsi que l'(les) avenant(s) correspondant(s) dont la durée est supérieure à 12 ans ; approuver les conditions de rémunération des intermédiaires et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;
- Sous réserve de la délégation de compétence au bénéfice de la Présidente de la Métropole, acquérir et céder à titre gratuit ou onéreux, y compris par voie d'échange, tous biens meubles et immeubles et droits immobiliers à l'exception du cas où l'instrument de cette acquisition ou de cession est un contrat de la commande publique, constituer et accepter toute servitude à cet effet, conclure tous actes nécessaires et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;
- Constater la désaffectation et/ou approuver le déclassement des dépendances du domaine public ;

7- En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Métropole ;
- En matière d'enquête publique, prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouvertures d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier, approuver le cas échéant les dossiers d'enquête publique, qui en découlent ;
- Se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages, d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction ;
- Demander l'ouverture d'enquête publique, d'enquête publique conjointes préalables à déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire pour un projet de travaux ou d'aménagement ;
- Exercer, au nom de la Métropole, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du Code Rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la

constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

- Approuver les bilans de clôture d'opération et quitus ;
- Approuver les périmètres de sursis à statuer relatifs à un projet de travaux public ou à une opération d'aménagement lorsque ce périmètre n'a pas été défini à l'occasion de la délibération du Conseil de la Métropole approuvant le principe de ce projet ou de cette opération ;
- Donner l'accord de la Métropole sur le principe de création des équipements publics de compétence métropolitaine inscrits au dossier de réalisation d'une ZAC relevant d'une personne publique tierce. Approuver les modalités de leur incorporation future dans le patrimoine de la Métropole et le cas échéant la participation financière de la Métropole à la réalisation de ceux-ci ;
- Approuver le dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique ;
- Approuver les conventions conclues avec l'Etablissement Public Foncier et la SAFER.

8- En matière de Programme Local de l'Habitat :

- Constater les constructions réalisées au sein de programme de logements collectifs ;
- Attribuer les aides directes pour le logement social ;
- Approuver le bilan annuel des délégations des aides à la pierre des Territoires.

9- Pour les CRAC et demandes de communication auprès d'organismes divers :

- Approuver les Comptes rendus d'activité annuels ou rapports annuels d'exécution des contrats de concessions, incluant les contrats de délégation de service public ;
- Approuver les comptes rendus annuels de concession d'aménagement et de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les demandes de communication de données diverses auprès des partenaires de la Métropole (DREAL, ANAH, DDTM, opérateurs de télécommunications, opérateurs d'énergie, CCI, Chambre d'Agriculture, Agences d'urbanisme, de logement, etc.).

10- Pour les appels à projets :

- Autoriser la candidature de la Métropole aux appels à projets, exception faite des appels à projets qui rentrent dans le champ d'une délibération d'affectation budgétaire dédiée à un programme d'une institution

Article 2 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée au Bureau devra faire l'objet d'un compte rendu à

l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 002-8074/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence HN 002-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise le Conseil de la Métropole à déléguer une partie de ses attributions au Bureau et à la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à l'exception des compétences ci-après listées :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public ;
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

En application de cet article, il est proposé d'organiser la délégation de compétence à la Présidente de la Métropole. Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Bureau ou à la Présidente de la Métropole relèvera de la compétence du conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

La Présidente reçoit délégation du Conseil de la Métropole dans les matières suivantes, sous réserve de la délibération de délégation spécifique portant sur le recours aux instruments de financement, de couverture, aux crédits de trésorerie et à la dérogation au dépôt de fonds auprès de l'Etat :

1. En matière financière :

- Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- Opposer aux créanciers de la Métropole la déchéance quadriennale dès lors que les conditions fixées par l'article 7 de la loi du 31 décembre 1968 seront réunies ;
- Conclure, sur le fondement de l'article L. 5211-10 du CGCT, des opérations de mécénat et signer les conventions afférentes en matière de mécénat en nature ou dons de biens, de compétences, ou financiers ;
- Demander à toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions dès lors que le projet a déjà été approuvé par les organes délibérants de la Métropole ;
- Décider les voyages et missions des conseillers métropolitains en France et à l'étranger, dans les limites de 100 000 euros par an ;
- décider, en tant que de besoin, dans les limites fixées par la loi, des virements de crédits d'article à article à l'intérieur d'un même chapitre, et abonder, dans les mêmes limites, les chapitres et articles du budget à partir de la ligne budgétaire des dépenses imprévues ;
- procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et dans la limite fixée à l'occasion du vote du budget et sans dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

2. En matière de ressources humaines :

- Approuver les conventions d'attribution de logement de fonction ;

- Approuver les dispositifs RH : accueil de stagiaires étudiants ou en période de formation en milieu professionnel, emplois d'avenir, service civique, l'ouverture de poste encadrée par une convention Industrielle de Formation pour la recherche (CIFRE) ;

3. En matière de commande publique et de contrats :

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Conclure les accords de confidentialité ;
- Conclure les conventions permettant les transferts d'archives et de documents entre établissements publics ;

4. En matière de patrimoine immobilier et mobilier :

- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
- Conclure en qualité de promettant ou bénéficiaire, de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, la mise à disposition du domaine public, l'(les) avenant(s) correspondant(s) pour une période ne pouvant dépasser 12 ans, et en fixer les prix ;
- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics métropolitains ;
- Notifier aux expropriés le montant des indemnités fixées par France Domaine et de répondre à leurs demandes ;
- Signer tous les procès-verbaux de transferts de biens, incluant les biens appartenant aux anciens établissements publics de coopération intercommunales et aux communes membres, transférés à la Métropole en application des articles L. 5211-41-3 et L. 5217-5 CGCT. Il est également autorisé à signer tous documents inhérents aux transferts à intervenir conformément aux articles L. 1311-13 et L. 1311-14 CGCT.
- Approuver les remises d'ouvrage et les transferts de garde et PV afférents ;
- conclure, réviser, résilier les contrats d'amodiation sur les places de stationnement dans les parcs à ouvrage, quelle que soit leur durée ;
- Mettre à la réforme des véhicules et matériels et décider leur aliénation de gré à gré ou autoriser leur vente aux enchères ;
- Autoriser la vente aux enchères des biens mobiliers de la Métropole qui n'ont pas fait l'objet d'une mise à la réforme ;
- Accorder les prêts de matériels divers aux communes membres de la métropole ainsi qu'à ses satellites ;
- Autoriser la mise à disposition de véhicules aux élus métropolitain et signer les actes afférents ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charge.

5. En matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et d'environnement :

- Approuver les dossiers de demandes d'autorisation d'urbanisme ou de construction et décider de leur dépôt
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatifs à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Métropole ;
- Prendre les décisions relatives aux mises en demeure d'acquiescer dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement prévu aux articles L. 230-1 et s. du Code de l'urbanisme ;
- Exercer au nom de la Métropole, sur la totalité du territoire Métropolitain et hors le cas où la Métropole a préalablement délégué ce droit à un tiers, les droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés, qu'elle en soit titulaire ou délégataire, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé
- Déléguer à tout tiers visé à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, au nom de la Métropole, les droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé sur le Territoire de la Métropole, à l'exclusion de celui des zones où le droit de préemption urbain, le cas échéant renforcé, a été délégué de manière générale par le Conseil de la Métropole à un tiers déterminé.- Exercer ou déléguer le droit de priorité, en application de l'article L. 240-1 du code de l'urbanisme, au nom de la Métropole
- Approuver les conventions de mise en œuvre dans les ZAC en application de l'article L 311-5 du code de l'urbanisme ;
- Effectuer le dépôt des demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- solliciter auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône un arrêté de Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G) pour la réalisation de programmes pluriannuels d'entretien des cours d'eau des bassins versants de son territoire ;

6. En matière de politique de l'habitat :

- Attribuer les aides financières affectées par l'État à la Métropole pour le logement social, aux maîtres d'ouvrages de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée chaque année par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;
- Agréer les dispositions spécifiques en faveur du logement social non assorties d'aides financières ;
- Signer les conventions ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement ;
- Approuver les ajustements mineurs des contrats du NPNRU conclus avec l'ANRU : Ajustement de la programmation des concours financiers entre différentes opérations physiques d'un même maître d'ouvrage au sein d'une même opération financière ; Changement de maîtrise d'ouvrage lié à un changement opérationnel dès lors que le maître

d'ouvrage est déjà signataire du contrat ; Définition et changement d'adresse pour la reconstitution de l'offre hors site dans le respect des objectifs fixés par le contrat ; Modification exceptionnelle du calendrier prévisionnel d'une opération dans la limite de l'échéance d'engagement juridique des opérations du NPNRU.

- Approuver les décisions de transfert portant transfert des PNRU du GIP MRU à la Métropole

7. En matière de contentieux :

- Accorder la protection fonctionnelle aux élus de la Métropole ;

- Intenter au nom et pour le compte de la Métropole toutes les actions en justice ou en défense pour l'ensemble des contentieux de la Métropole, et notamment pour la constitution de partie civile, et ce en première instance, en appel et en cassation ;

8. En matière d'appels à projets :

- Lancer des appels à projets et désigner la composition des comités internes d'examen liés aux appels à projet. Réaliser tout acte relatif à la procédure d'un appel à projet lancé par la Métropole.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de la Présidente, un vice-président, dans l'ordre du tableau, est autorisé à remplacer la Présidente dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le conseil de la Métropole et à signer les décisions.

Article 3 :

En application de l'article L 5211-9, le Directeur général des services et les responsables administratifs pourront être autorisés à recevoir délégation de signature à la Présidente, dans ses domaines de compétences.

Article 4 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée à la Présidente, devra faire l'objet d'un compte rendu à l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 003-8075/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie

HN 003-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A l'instar de toutes les grandes collectivités et établissements publics, la Métropole a souhaité mener une politique de gestion active de la dette et de la trésorerie avec pour objectif de réduire la charge et les risques financiers supportés par la collectivité.

Une telle gestion nécessitant des délais de décision et de réaction compatibles avec la volatilité des marchés, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit déléguer certaines compétences en matière de gestion de la dette et de la trésorerie à l'exécutif de la Métropole, permettant ainsi, par la voie de la décision administrative de recourir à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie et de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat sur toute la durée du mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-10, L1611-3-1 et L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Monétaire et Financier, notamment l'article L. 213-3 relatif à l'émission de titres de créances négociables ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 dite de séparation et de régulation des activités bancaires ;
- La circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002 relative aux titres de créances négociables,
- La circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 concernant les conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- La circulaire interministérielle n° NOR/IOCB/1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales ;
- La délibération du 9 juillet 2020 relative à l'élection du Président(e) de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole de conduire une gestion active de la dette et de la trésorerie afin d'en réduire la charge et les risques financiers supportés par la collectivité.

Délibère

Article 1 :

Par délégation de compétence, en matière d'emprunts bancaires, Madame la Présidente est autorisée à procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, dans la limite du montant inscrit des crédits ouverts (budget voté et décisions modificatives), et passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces emprunts pourront être :

- des emprunts bancaires classiques à taux fixe et/ou à taux variable avec option multi-index ;
- des emprunts contractés avec l'Agence France Locale au sein de laquelle la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- des emprunts revolving.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- le taux fixe ;
- les indices monétaires de la zone Euro (Euribor, Eonia, ...);
- les indices du marché obligataire des pays du G8 (OAT, Bund...);
- les CMS (Constant Maturity Swap) ;
- les taux du livret A, du Livret d'Epargne Populaire (LEP) et du Livret de Développement Durable (LDD).

En aucun cas, le degré de risque des emprunts ne pourra dépasser les niveaux A1 et B1 figurant dans la circulaire de juin 2010, dite la « charte Gissler ».

Ces emprunts pourront comporter une ou plusieurs caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt ;
- la faculté de procéder à des tirages échelonnés dans le temps avec la possibilité de remboursement anticipé et/ou de consolidation ;
- la faculté de remboursement in fine ou de remboursement linéaire.

Afin de réaliser des opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires, au titre de cette délégation, pendant toute la durée du mandat, Madame la Présidente pourra :

- Procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité ou de résiliation anticipée selon les termes convenus avec les établissements prêteurs,

et contracter éventuellement tout contrat d'emprunt ou avenant de substitution, avec la possibilité d'allonger la durée de l'emprunt pour financer le capital restant dû et, le cas échéant, les indemnités compensatrices ou de résiliation anticipée ;

- Plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts, avec notamment la possibilité de réaliser toutes les opérations de paiement anticipé d'annuités par rapport aux dates d'échéances fixées par le contrat d'emprunt.

Pour ce faire, Madame la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'emprunts auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts autorisés, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération financière ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 2 :

Par délégation de compétence, en matière d'émission obligataire, Madame la Présidente est autorisée à procéder à la réalisation d'émissions obligataires nécessaires à la couverture du besoin de financement des investissements de la Métropole Aix-Marseille Provence dans la limite du montant voté au budget, en passant à cet effet les actes nécessaires.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence aura l'autorisation de :

- lancer une ou plusieurs émissions obligataires « Stand Alone » de placement public ou de placement privé ou de titres mutualisés d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques ;
- mettre en place et mettre à jour le programme de titre de créances à long terme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et réaliser des émissions obligataires dans le cadre juridique de ce programme ;
- lancer des emprunts du type « Namensschuldverschreibung » (NSV) ;
- déterminer les conditions de syndication particulières éventuellement retenues.

Madame la Présidente est habilitée à réaliser les emprunts visés, ci-dessus, en fonction des opportunités offertes par les marchés financiers à hauteur des montants inscrits au budget sachant que les emprunts pourront être :

- à moyen ou long terme et, en tout état de cause, en assurant au mieux une correspondance entre la durée d'amortissement de l'investissement financé (actif) et la durée de remboursement du capital qui le finance (passif) libellé en euros ou en devise ;

- avec une possibilité d'un amortissement linéaire, progressif et, le cas échéant, d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ou d'amortissement in fine ;
- au taux d'intérêt fixe et/ou variable.

Les index de référence des contrats d'emprunts à taux révisable pourront être :

- l'EONIA
- l'EURIBOR
- le CMS
- ou tout autre taux parmi ceux couramment utilisés sur les marchés concernés.

De surcroît, pendant toute la durée du mandat, Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer l'ensemble de la documentation juridique et financière ainsi que les actes afférents au programme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et aux émissions obligataires subséquentes, y compris toutes actualisations nécessaires.

La mise en place d'un programme nécessite les opérations suivantes :

- sélectionner la banque arrangeuse du programme, qui organise et valide la rédaction de la documentation, qui assure la mise à jour annuelle du programme et qui conseille l'émetteur sur une stratégie de financement à adopter ;
- sélectionner les banques placeuses dans le cadre du programme EMTN et des émissions obligataires et signer les documents nécessaires ;
- sélectionner un cabinet juridique pour la rédaction de la documentation financière et des documents contractuels dans le cadre des émissions obligataires ;
- établir et faire approuver par l'AMF le prospectus de base ;
- négocier et signer les contrats de placements et de service financier ;
- choisir des agents placeurs qui coordonnent le programme et réalisent les opérations de placement auprès des investisseurs ;
- désigner le ou les agents financiers en vue de gérer le service de la dette ;
- mettre en place, et mettre à jour dès que nécessaire, le programme et/ou le prospectus de base des titres négociables pour des émissions offertes au public et/ou des placements privés.

Pour ce faire, Madame la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'émissions obligataires auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération, ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats et conventions répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;

- prendre toutes mesures nécessaires à la notation financière annuelle de la collectivité et des émissions réalisées et signer les contrats y afférents ;
- signer les conventions et contrats nécessaires à la mise en place des opérations pré-citées.

Article 3 :

En matière d'opération de couverture, Madame la Présidente est autorisée à procéder à des opérations de couverture de risques de taux, en complément des conventions d'emprunts déjà signées et à résilier ou à modifier, avec ou sans indemnités, les contrats déjà conclus ou à conclure, en fonction de la fluctuation des taux d'intérêt.

Les opérations de couverture pourront porter sur les contrats constitutifs du stock de la dette ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement inscrits en section d'investissement du budget.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être les mêmes que ceux des contrats d'emprunts indiqués ci-avant à l'article 1 et 2.

Les opérations de couverture déjà réalisées pourront faire l'objet d'annulation. Dans ce cas, une soulte de débouclage, calculée en fonction du niveau du marché au moment de l'opération de refinancement, assimilable à une indemnité actuarielle, pourra être perçue ou versée par la Métropole.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- de garantie d'un taux plafond (CAP) ;
- de garantie d'un taux plancher (FLOOR) ;
- de garantie d'un taux plafond couplée à une garantie d'un taux plancher (COLLAR ou TUNNEL) ;
- d'échange de taux d'intérêt (ou SWAP) modifiant ainsi l'exposition du ou des prêts visés ;
- de garantie d'un taux futur, c'est-à-dire, d'un accord de taux futur (FRA) pour une échéance exposée.

Pour ce faire, Madame la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations sur les opérations de couverture auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 4 :

En matière de crédit de trésorerie, Madame la Présidente est autorisée à procéder, et dans les limites définies, ci-dessous, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et passer à cet effet les actes nécessaires. Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de douze mois dans la limite d'un montant annuel défini.

Les index de référence des contrats d'emprunts à taux révisable pourront être :

- l'EONIA
- l'EURIBOR
- le CMS
- ou tout autre taux parmi ceux couramment utilisés sur les marchés concernés.

Pour ce faire, Madame la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'emprunts courts termes auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération (notamment réaliser des opérations de tirage /remboursement) ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 5 :

Par délégation, en matière de programme de titres négociables à court terme (TNCT- « NEU CP »), Madame la Présidente est autorisée à procéder à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie pour couvrir les besoins de trésorerie de la collectivité et à sélectionner les opérateurs nécessaires :

- Un agent arrangeur qui aura pour charge de mettre en place la documentation, de faire l'interface avec l'AMF et la Banque de France, et d'organiser le dispositif de communication ;
- Des agents placeurs qui détermineront le volume et les caractéristiques de chaque émission ;
- Un ou plusieurs agents domiciliataires qui gèreront le service financier.

A cet effet Madame la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'émissions de billets de trésorerie auprès de plusieurs établissements financiers ;
- choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;
- signer les actes et les décisions nécessaires à la mise en œuvre du programme (document de présentation financière, contrat d'agent placeur, contrat d'agent domiciliataire et tout document à destination de la Banque de France ou tout autres organismes financiers nécessaire aux émissions de billet de trésorerie...) ;
- signer les documents relatifs à l'utilisation du programme d'émission de billet de trésorerie et son actualisation.

Article 6 :

Madame la Présidente est autorisée, à déroger à l'obligation de dépôts auprès de l'Etat pour des fonds provenant de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, de certaines recettes exceptionnelles

ou d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'établissement.

Article 7 :

Madame la Présidente est autorisée à signer les conventions de garantie d'emprunt ainsi que toutes les pièces relatives aux garanties d'emprunts octroyées par l'organe délibérant.

Article 8 :

Le Conseil Métropolitain autorise Madame la Présidente à déléguer la signature des décisions concernant les matières visées aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de cette délibération notamment toper les opérations financières et signer les confirmations et autres documents nécessaires à la réalisation des opérations de financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 004-8076/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence

HN 004-17/07/20 CM

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

I) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des

objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et

réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

II) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par

le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;

- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols)

- entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux

(PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;

- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'accord du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

- 1) Développement et aménagement économique, social et culturel :
 - a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
 - b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
 - c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
 - d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
 - e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.
- 2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieur au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'Etat spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 005-8077/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix HN 005-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

III) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées

par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

IV) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain

- pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
 - La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
 - La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
 - La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
 - La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
 - La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
 - La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
 - La délibération n° FAG 100-3119/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Restitution des compétences facultatives en matière de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
 - La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
 - La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'accord du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

- 7) Développement et aménagement économique, social et culturel :
 - f) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
 - g) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
 - h) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

- i) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- j) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

8) Aménagement de l'espace métropolitain :

- g) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- h) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- i) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- j) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- k) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- l) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

9) Politique de l'habitat :

- d) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- e) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- f) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

10) Politique de la ville :

- d) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- e) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- f) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

11) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- f) Assainissement et eau ;
- g) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- h) Abattoirs, marchés ;

- i) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- j) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

12) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- h) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- i) Lutte contre la pollution de l'air ;
- j) Lutte contre les nuisances sonores ;
- k) Contribution à la transition énergétique ;
- l) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- m) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- n) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'action ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;
- D'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des actions d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée métropolitaine et des entrées de ville ;
- Création, aménagement ou gestion de parc de stationnement d'intérêt métropolitain ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Réalisation d'une politique culturelle sur le territoire,
- Réalisation d'une politique sportive sur le territoire,
- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements du territoire,
- Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois,

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces,
- Contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement,
- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieur au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par la subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 006-8078/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais

HN 006-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais.

V) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la

Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

VI) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs

avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 108-239/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'accord du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Délibère

Article 1 :

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire du Pays Salonais, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

13) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- k) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- l) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- m) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- n) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- o) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

14) Aménagement de l'espace métropolitain :

- m) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- n) ;
- o) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- p) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- q) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- r) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

- s) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

15) Politique de l'habitat :

- g) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- h) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- i) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

16) Politique de la ville :

- g) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- h) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- i) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

17) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- k) Assainissement et eau ;
- l) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- m) Abattoirs, marchés ;
- n) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- o) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

18) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- o) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- p) Lutte contre la pollution de l'air ;
- q) Lutte contre les nuisances sonores ;
- r) Contribution à la transition énergétique ;
- s) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- t) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- u) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays Salonais reçoit délégation concernant les compétences en matière de:

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activités économiques déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : création et réalisation d'opérations de zones d'aménagement concertée d'intérêt métropolitain ;
- Equilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;
- Politique de la ville : les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local, et d'insertion économique d'intérêt métropolitain, les dispositifs locaux d'intérêt métropolitain de prévention de la délinquance.
- Protection de l'environnement et cadre de vie : Mise en œuvre d'une charte de protection de l'environnement sur le territoire,
- Animation culturelle et sportives
- L'entretien, la gestion et l'animation de la piscine intercommunale Claude Jouve, de Berre l'Etang.
- Commerce et Artisanat : Mise en place d'opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC), de manière à revitaliser le commerce de proximité,
- Aides aux entreprises : Mise en œuvre des aides légales aidant à la création et l'implantation d'entreprises dont les critères d'attribution ainsi que la définition de leur montant seront approuvés préalablement par le Conseil,
- Agriculture : développement d'une politique de soutien et de promotion de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors du chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 007-8079/20/CM

■ Délégation de Compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile HN 007-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

VII) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires

dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

VIII) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

- 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
 - La délibération FAG 099-3118/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant restitution de la compétence facultative en matière de "Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu", "Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens" et "Gestion de l'université du temps libre" - Communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie ;
 - La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
 - La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
 - La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - L'accord du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 juillet 2020.
- Où le rapport ci-dessus,**
- Considérant**
- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- Délibère**
- Article 1 :**
- Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions

de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

19) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- p) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- q) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- r) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- s) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- t) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

20) Aménagement de l'espace métropolitain :

- t) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- u) ;
- v) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- w) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- x) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- y) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- z) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

21) Politique de l'habitat :

- j) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- k) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- l) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

22) Politique de la ville :

- j) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- k) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- l) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

23) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- p) Assainissement et eau ;
- q) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

24) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- u) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- v) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- w) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- x) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- y) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

25) Aménagement de l'espace métropolitain :

- aa) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de

- l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme;
- bb) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
 - cc) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
 - dd) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
 - ee) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
 - ff) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

26) Politique de l'habitat :

- m) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- n) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- o) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

27) Politique de la ville :

- m) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- n) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- o) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

28) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- r) Assainissement et eau ;
- s) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- t) Abattoirs, marchés ;
- u) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités territoriales ;
- v) Service public de défense extérieur extérieure contre l'incendie.

29) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- v) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- w) Lutte contre la pollution de l'air ;
- x) Lutte contre les nuisances sonores ;
- y) Contribution à la transition énergétique ;
- z) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- aa) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- bb) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu,
- Actions de protection et de valorisation des espaces naturels et espaces agricoles d'interface : protection contre l'incendie, sylviculture, sylvopastoralisme, friches agricoles, accueil du public, biodiversité et paysages,
- Promotion et valorisation touristique du territoire, impulsion et participation active au sein de l'office intercommunale du pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Gestion de l'université du temps libre,
- Construction, aménagement, entretien et gestion de l'ensemble des projets d'équipements et de l'ensemble des équipements déclarés d'intérêt métropolitain ;
- Développement économique :
 - ➔ Accueil des entreprises sur le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile : favorisation de l'implantation et de la création d'entreprises notamment par le biais des pépinières d'entreprises et par la création d'un pôle entrepreneurial dans la zone des Paluds
 - ➔ Animation économique : accompagnement et suivi individuel et collectifs des entreprises, mise en réseau, organisation d'événements, élaboration et mise en œuvre d'un système d'information entreprises,
 - ➔ Attractivité économique : création, entretien, gestion, requalification et dynamisation des zones d'activités économiques,
 - ➔ Emploi, formation, insertion : contribution à la mise en cohérence entre les acteurs économiques, de l'emploi et le grand public ; Développement de la formation notamment par l'établissement de partenariats avec les acteurs de la formation professionnelle ; Favorisation de l'insertion notamment par le

développement des clauses d'insertion dans les marchés publics ainsi que par l'accompagnement et le suivi des structures d'insertion par l'activité économique ; Gestion et développement du pôle accueil insertion, Orientation dit « la boussole »,

- Equilibre social de l'habitat :
 - ➔ Elaboration et mise en œuvre de la politique du logement,
 - ➔ Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, notamment soutien à la création de nouveaux logements sociaux, réhabilitation des logements insalubres, revitalisation des centres anciens, dispositifs public d'accession à la propriété, et soutien à l'ensemble des aides aux bailleurs sociaux sous forme de participations, de subventions ou de garanties d'emprunt,
 - ➔ Actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt métropolitain, notamment développement de l'offre de développement spécialement aménagés pour les personnes à mobilités réduite, création et maintien des dispositifs de soutien des jeunes travailleurs et des étudiants, ainsi que les aides à la personne favorisant l'accès au logement,
 - ➔ Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain dans laquelle s'inscrivent notamment des objectifs de développement durable, d'économie d'énergie et de lutte contre la précarité énergétique,
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement sous forme de zones d'aménagement concertée, d'actions ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;
- Actions de prévention des incendies, d'aménagement et de protection des espaces boisés et des espaces agricoles, de valorisation des sentiers de randonnées, de préservation des sites d'intérêt écologique,
- Mise en place d'un plan intercommunal de l'environnement sur le territoire,
- Réalisation des études de diagnostic en matière de zonage relatifs à l'assainissement collectif et non collectif,

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler

les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieur au seuil de 1 000 000 euros H.T..

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- Du vote de l'état spécial de territoire ;
- De la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors du chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 008-8080/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence

HN 008-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

IX) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le

Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

X) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de

Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

- 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
 - La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
 - La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
 - La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
 - La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan

d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'accord du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Délibère

Article 1 :

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec

les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain à l'exception de la halle d'athlétisme de Miramas ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités territoriales ;
- e) Service public de défense extérieur extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieur au seuil de 1.000.000 euros HT.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- Du vote de l'état spécial de territoire ;
- De la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors du chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 009-8081/20/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues

HN 009-17/07/20 CM

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

XI) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole

Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

XII) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé jusqu'au 31 décembre 2020 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 157-288/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération FAG 101-3120/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant restitution des compétences facultatives en matière de "santé" et de "développement des espaces publics numériques" aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'accord du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Jusqu'au 31 décembre 2020, est délégué au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

30) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- z) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- aa) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- bb) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- cc) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- dd) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

31) Aménagement de l'espace métropolitain :

- gg) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- hh) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- ii) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- jj) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- kk) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- ll) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

32) Politique de l'habitat :

- p) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- q) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- r) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

33) Politique de la ville :

- p) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- q) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- r) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

34) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- w) Assainissement et eau ;
- x) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- y) Abattoirs, marchés ;
- z) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités territoriales ;
- aa) Service public de défense extérieur extérieure contre l'incendie.

35) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- cc) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- dd) Lutte contre la pollution de l'air ;
- ee) Lutte contre les nuisances sonores ;
- ff) Contribution à la transition énergétique ;
- gg) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- hh) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- ii) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, à vocation économique d'intérêt métropolitain,
- Equilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti,

réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre d'intérêt métropolitain,

- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance déclarée d'intérêt métropolitain,
- Gestion du site archéologique de Saint Blaise à Saint Mitre les Remparts,
- Valorisation du Mas de l'Hôpital,
- Education à l'environnement et au développement durable.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros H.T.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- Du vote de l'état spécial de territoire ;
- De la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-

présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors du chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 010-8082/20/CM

■ Election des membres de la Commission d'Appel d'Offres

HN 010-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, est composée du Président de la Métropole ou son représentant, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus au sein du Conseil de la Métropole à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les membres doivent être élus au scrutin de liste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Les listes des candidats peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est rappelé que conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole a, par délibération n° HN 007-8071/20/CM du 9 juillet 2020, fixé, au préalable, les conditions de dépôt des listes.

Une seule liste a été déposée et composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pascal MONTECOT
- Didier KHELFA
- Christian DELAVET
- Laure ROVERA
- Pierre LAGET

Membres suppléants :

- Patrick GHIGONETTO
- Bernard DESTROST

- Marcel TOUATI
- Christian AMIRATY
- Solange BIAGGI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° HN 007-8071/20/CM du 9 juillet 2020 relative aux conditions de dépôt des listes.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Sont élus membres de la Commission « d'Appel d'Offres » :

Membres titulaires :

- Pascal MONTECOT
- Didier KHELFA
- Christian DELAVET
- Laure ROVERA
- Pierre LAGET

Membres suppléants :

- Patrick GHIGONETTO
- Bernard DESTROST
- Marcel TOUATI
- Christian AMIRATY
- Solange BIAGGI

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 011-8083/20/CM

■ Election des membres de la Commission de Concession de la Métropole

HN 011-17/07/20 CM

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L.1121-1 et L.3114-1 du Code de la Commande Publique (CCP), un contrat de concession est un contrat conclu par écrit par une personne morale de droit public en vue de confier l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les contrats de concession sont passés dans le respect des règles procédurales telles que prévues par les dispositions des articles L.3100-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), lequel opère plusieurs renvois législatifs, notamment à l'article L.1411-5 du même Code, une commission, dénommée

« Commission Concession » doit être créée.

Après ouverture des plis par les services compétents, la Commission aura pour mission d'analyser les candidatures, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et ce, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ainsi que d'analyser les offres des soumissionnaires. Au vu de l'avis de cette commission, l'autorité habilitée à signer le contrat, ou son représentant si celui-ci a été investi d'une délégation de fonction et de signature en la matière, pourra engager des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Par ailleurs, cette même commission est saisie pour avis de tout projet d'avenant qui conduit à une augmentation de plus de 5% du montant global du contrat. Elle est saisie pour information de tout autre projet d'avenant.

La Commission « Concession » siègera tant sur les questions relatives aux concessions de services et concessions de travaux que sur celles relatives aux délégations de service public.

A l'issue de la procédure, l'autorité habilitée à signer le contrat, ou son représentant, transmet le rapport d'analyse des propositions des soumissionnaires ainsi que les motifs du choix de l'attributaire et l'économie générale du contrat.

Le Conseil de la Métropole est saisi, pour approbation, du choix de l'attributaire et des caractéristiques principales du contrat à venir.

Conformément au II a) de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission « Concession » est composée de l'autorité habilitée à signer la convention, ou son représentant, et de cinq membres élus au sein du Conseil de la Métropole au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection en nombre égal à celui des membres titulaires.

Conformément au II de l'article L.1411-5 du CGCT « lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public ».

Il est rappelé que, conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, le Conseil de la Métropole a, par délibération n° HN 008-8072/20/CM du 9 juillet 2020 relative aux conditions de dépôt des listes, fixé au préalable, les conditions de dépôt des listes.

Une seule liste a été déposée et composée comme suit :

Membres titulaires :

- Jean-David CIOT
- Pascal MONTECOT
- Patrick GHIGONETTO
- Pierre LAGET
- Christine JUSTE

Membres suppléants :

- Jean-Louis VINCENT
- Laurent SIMON
- Christian AMIRATY
- Eric SEMERDJIAN
- Solange BIAGGI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 8065 relative à l'élection de Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° HN 008-8072/20/CM du 9 juillet 2020 relative aux conditions de dépôt des listes.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Sont élus membres de la Commission « Concession » :

Membres titulaires :

- Jean-David CIOT
- Pascal MONTECOT
- Patrick GHIGONETTO
- Pierre LAGET
- Christine JUSTE

Membres suppléants :

- Jean-Louis VINCENT
- Laurent SIMON
- Christian AMIRATY
- Eric SEMERDJIAN
- Solange BIAGGI

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 012-8084/20/CM

■ Création des Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes
HN 012-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de la Métropole a la possibilité de constituer des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil. Leur rôle consiste à émettre des avis et à formuler des propositions, sans disposer de pouvoirs propres qui relèvent du conseil de la Métropole ou du bureau.

La composition de ces différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée. Il est proposé de fixer à 24 par commission le nombre de Conseillers métropolitains titulaires par commission. En outre, depuis la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, qui est venu compléter l'article L. 5211-40-1-1^{er} alinéa du CGCT, en cas d'empêchement d'un membre titulaire pour une réunion d'une commission, ce dernier peut être remplacé par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire, et ce toujours dans le respect de la représentation proportionnelle.

Par ailleurs, les conseillers métropolitains non membre titulaire d'une commission et les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation, qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de travail sans voix délibérative.

La Présidente de la Métropole est président de droit de chaque commission métropolitaine et lors de leur première réunion, les membres de la commission désigneront leur vice-président qui sera chargé de convoquer la commission et de la présider lorsque la Présidente sera absente ou empêchée.

Dix commissions permanentes de travail et d'étude pourraient ainsi être créées dans ce cadre et chargées des domaines suivants :

- Projet métropolitain, réforme métropolitaine et concertation territoriale
- Finances, Budget, patrimoine et administration générale
- Stratégie et développement économique, entreprises, commerce, relance
- Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur
- Transports, Mobilité durable
- Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement
- Cohésion sociale, habitat, logement
- Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral
- Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité
- Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis à l'approbation de l'organe délibérant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la création de dix commissions de travail et d'étude pour les thématiques suivantes :

- Projet métropolitain, réforme métropolitaine et concertation territoriale
- Finances, Budget, patrimoine et administration générale
- Stratégie et développement économique, entreprises, commerce, relance
- Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur
- Transports, Mobilité durable
- Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement
- Cohésion sociale, habitat, logement
- Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral
- Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité
- Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements.

Article 2 :

Le nombre de membres titulaires est fixé par commission à 24 conseillers métropolitains. En cas d'empêchement d'un membre titulaire pour une réunion d'une commission, ce dernier peut être remplacé par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 015-8085/20/CM

■ Débat sur le Pacte de gouvernance entre les Communes et la Métropole
HN 015-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique du 27 décembre 2019 conforte la place des communes au sein de leur intercommunalité.

L'article 1 de la loi a pour objet de permettre aux conseillers métropolitains, qui sont également conseillers municipaux de leurs communes, de s'accorder sur le fonctionnement quotidien d'un établissement public de coopération intercommunale.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit désormais, dans son article L.5211-11-2-1er alinéa ainsi créé par la loi et qui s'applique à la Métropole, qu'un débat - dont il est pris acte par une délibération spécifique - soit organisé. Ce débat a pour but de décider de l'élaboration ou non d'un pacte de gouvernance entre les communes membres et la Métropole.

Si le Conseil de la Métropole décide de l'élaboration du pacte de gouvernance, ce dernier peut prévoir :

1° Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57 ;

2° Les conditions dans lesquelles le Bureau de la Métropole peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt métropolitain ;

3° Les conditions dans lesquelles la Métropole peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions permanentes de travail et d'études telles que prévues à l'article L. 5211-40-1 du CGCT ;

5° La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de la Métropole. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de la Métropole ;

6° Les conditions dans lesquelles la présidente de la Métropole peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses

d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments métropolitains. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de la Métropole, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de la Métropole et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égalité représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de la Métropole.

Enfin, en cas d'accord du Conseil de la Métropole, le pacte devra être adopté dans un délai de 9 mois à compter du renouvellement général.

Il convient enfin de préciser que ce pacte entre les communes membres et la Métropole se distingue du pacte de gouvernance, financier et fiscal, obligatoirement adopté par le Conseil de la Métropole en vertu de l'article L. 5218-8 du CGCT. Ce pacte a pour objectif de définir la stratégie en matière d'exercice des compétences et les relations financières entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et ses conseils de territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la loi engagement et proximité du 27 décembre 2019 impose, lors de chaque renouvellement générale, la tenue d'un débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et la Métropole ;

- Que dans le cadre de débat, les élus doivent décider de l'élaboration ou non d'un pacte de gouvernance entre les communes et la Métropole

Délibère

Article 1 :

Conformément à l'article L. 5211-11-2 alinéa 1^{er}, est actée l'organisation d'un débat sur l'opportunité de l'élaboration d'un Pacte de gouvernance entre les Communes et la Métropole.

Article 2 :

Suite à ce débat, il est proposé au Conseil de la Métropole d'adopter un pacte entre les communes membres et la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 016-8086/20/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole au sein de divers organismes

HN 016-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent suite au renouvellement général, il appartient au Conseil de la Métropole nouvellement installé de procéder à la désignation de ses représentants au sein des organismes extérieurs.

En outre, depuis la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 qui est venue compléter l'article L.5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour l'élection des délégués de la Métropole au comité d'un syndicat mixte ouvert, le choix du Conseil de Métropole peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président du conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de directeur général de SPL et SEML.

Article 3 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de percevoir une rémunération au titre de leur fonction d'administrateur, et de se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels peuvent être allouées des rémunérations exceptionnelles conformément aux dispositions légales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 017-8087/20/CM

■ Désignation des élus métropolitains membres de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole
HN 017-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Cette procédure repose sur la Commission d'indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituée par la délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016.

Cette Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examinera les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et proposera des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors que ces derniers y seront éligibles.

Il s'agit pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de la vie économique locale des secteurs concernés par les travaux, malgré les graves nuisances et perturbations provoquées durant plusieurs mois ou plusieurs années.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques aura ainsi pour double objet :

- Instruire les dossiers d'indemnisation des préjudices économiques susceptibles d'être causés aux commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole en s'entourant de l'avis d'experts techniques et financiers afin de déterminer d'une part, la réalité du préjudice, et d'autre part, son évaluation financière ;
- Emettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par le bureau de la Métropole, qui décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à un protocole transactionnel.

Dans le cadre de l'organisation de ladite commission, et par souci d'efficacité, le mode de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif de Marseille a été modifié par délibération FAG 003-2259/17/CM du 13 juillet 2017 afin de lever toute difficulté procédurale dans l'éventualité de l'introduction d'une requête au fond, dès lors qu'il s'agira de désigner la partie chargée de supporter les dépens de l'instance, c'est-à-dire les frais de l'expertise.

Aussi, par Décision en date du 07 décembre 2017, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a décidé de fixer la liste des experts-comptables de justice de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable.

Six institutions locales sont conviées à participer au fonctionnement de cette instance : le Tribunal Administratif de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Chambre de

Métiers et de l'Artisanat de région Provence Alpes-Côte d'Azur, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Direction régionale des Finances Publiques et l'Ordre régional des Experts Comptables.

Il est proposé de confirmer la composition de la Commission d'Indemnisation Amiable métropolitaine dans les conditions suivantes :

PRESIDENT	Magistrat du Tribunal Administratif
VICE-PRESIDENTS	2 Elus conseillers métropolitains
LES MEMBRES PERMANENTS	2 Elus conseillers métropolitains
	Le Préfet des Bouches-du-Rhône ou son représentant
	Le Directeur Régional des Finances Publiques ou son représentant
	Le Président de l'Ordre régional des experts comptables ou son représentant
	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence ou son représentant
	Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant
TOTAL	10 MEMBRES A VOIX DELIBERANTE
LES MEMBRES CONSULTATIFS	Experts Métropole Aix-Marseille-Provence

Suite au renouvellement général, il convient de désigner les quatre représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques :

- Deux Vice-Présidents,
- Deux Membres Permanents.

Par ailleurs, il vous est proposé d'allouer une indemnité au Président et aux membres de cette Commission n'ayant pas de fonction au sein des services de l'Etat ou des Collectivités Territoriales, dont le montant serait fixé par analogie avec celle octroyée aux membres des jurys des concours de maîtrise d'oeuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains

d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 003-2259/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole relative à la Modification du mode opératoire de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif ;
- Décision du Tribunal Administratif de Marseille en date du 07 décembre 2017 fixant la liste des experts-comptables de justice de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Suite au renouvellement général, il convient de procéder à la désignation des élus métropolitains – vice-présidents et membres permanents – de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques.

Délibère

Article 1 :

La composition de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée comme suit :

PRESIDENT	Magistrat du Tribunal Administratif
VICE-PRESIDENTS	2 Elus conseillers métropolitains
LES MEMBRES PERMANENTS	2 Elus conseillers métropolitains
	Le Préfet des Bouches-du-Rhône ou son représentant
	Le Directeur Régional des Finances Publiques ou son représentant
	Le Président de l'Ordre régional des experts comptables ou son représentant
	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence ou son représentant
	Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant
TOTAL	10 MEMBRES A VOIX DELIBERANTE
LES MEMBRES CONSULTATIFS	Experts Métropole Aix Marseille-Provence

Article 2 :

Sont désignés comme représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission d'indemnisation amiable :

- Les deux Vice-Présidents :

Monsieur Gérard GAZAY
Madame Solange BIAGGI

- Les deux Membres permanents :

Monsieur Guy BARRET
Monsieur Philippe GRANGE

Article 3 :

Les indemnités du Président et des membres de cette commission n'ayant pas de fonction au sein des services de l'Etat ou des Collectivités Territoriales,

sont fixées par analogie à celles octroyées aux membres des jurys des concours de maîtrise d'œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 018-8088/20/CM

■ Détermination de l'effectif du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) Habitat Marseille Provence - Désignation des représentants

HN 018-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) a prévu le rattachement obligatoire des Offices Publics de l'Habitat communaux aux EPCI compétents en matière d'habitat à compter du 1^{er} janvier 2017.

Dans ce cadre, et depuis le 1^{er} janvier 2017, l'Office Public de l'Habitat (OPH) Habitat Marseille Provence, initialement rattaché à la commune de Marseille, est rattaché à la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat.

Aussi, et en application de l'article R.421-8 du code de la construction et de l'habitation (CHH), le Conseil de la Métropole doit, lors de sa première réunion suivant son renouvellement, déterminer l'effectif du conseil d'administration de l'OPH Habitat Marseille Provence dans les conditions prévues à l'article R.421-4 du même code.

A ce titre, le nombre des membres du conseil d'administration d'un office public de l'habitat ayant voix délibérative peut être fixé à vingt-trois ou à vingt-sept, compte tenu notamment de la répartition géographique du patrimoine de l'office ou de l'importance de son parc.

A ce jour, le conseil d'administration de l'OPH Habitat Marseille Provence compte 23 membres.

Compte tenu de la répartition géographique du patrimoine de cet OPH, situé principalement sur la commune de Marseille, et de l'importance de son parc, celui-ci comptant près de 15 000 logements, il est aujourd'hui proposé de maintenir à vingt-trois l'effectif du conseil d'administration de l'OPH Habitat Marseille Provence.

En outre, et conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, il revient au Conseil de la Métropole, d'une part, de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au conseil d'administration (CA) de l'OPH Habitat Marseille Provence, et d'autre part, de désigner le membre du CA de cet OPH représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le

logement des personnes défavorisées.

En effet, il est rappelé qu'en application des articles R. 421-5 et R.421-6 du CHH, lorsque l'effectif des membres du CA de l'OPH ayant voix délibérative est fixé à vingt-trois, ceux-ci sont ainsi répartis :

- Treize sont les représentants de la collectivité territoriale ou de l'EPCI de rattachement désignés par son organe délibérant, dont six en son sein, les autres représentants, qui ne sont pas des élus de la collectivité ou de l'établissement public de rattachement, étant choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques, ou en matière d'affaires sociales. Deux des personnalités qualifiées ont la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que celle ou celui de rattachement ;

- Un membre est désigné par la ou les caisses d'allocations familiales du département du siège de l'office ;

- Un membre est désigné par l'union départementale des associations familiales du département du siège de l'office ;

- Un membre est désigné par les associés des collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le département du siège ;

- Deux membres sont désignés par les organisations syndicales de salariés les plus représentatives dans le département du siège ;

- Un membre représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées est désigné par la collectivité territoriale ou l'EPCI de rattachement de l'office ;

- Quatre membres sont les représentants des locataires, ceux-ci étant élus par les locataires, occupants et sous-locataires de l'office.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 114.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2017, l'OPH Habitat Marseille Provence est rattaché à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient de fixer l'effectif du conseil d'administration de cet OPH ;
- Qu'il revient en outre au Conseil de la Métropole, d'une part, de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au conseil d'administration (CA) de l'OPH Habitat Marseille Provence, et d'autre part, de désigner le membre du CA de cet OPH représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.

Délibère

Article 1 :

Est fixé à 23 membres l'effectif du Conseil d'Administration de l'OPH Habitat Marseille Provence.

Article 2 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Administration de l'OPH Habitat Marseille Provence :

- Monsieur Frédéric GUINIERI en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Pierre LAGET en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Madame Laure-Agnès CARADEC en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Patrick PAPPALARDO en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Madame Solange BIAGGI en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Madame Catherine PILA en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Madame Nora PREZIOSI en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Marc DUFOUR en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Guy PARTAGE en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur François JALINOT en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Thierry MOALIC en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Julien RUAS en qualité de personnalité qualifiée, élue d'une autre collectivité ou autre EPCI du ressort de compétence de l'office ;
- Monsieur Alain ROUSSET en qualité de personnalité

qualifiée, élue d'une autre collectivité ou autre EPCI du ressort de compétence de l'office.

Article 3 :

Est désigné comme membre du Conseil d'Administration de l'OPH Habitat Marseille Provence représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- Monsieur Sylvain BUCQUET

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 019-8089/20/CM

■ Détermination de l'effectif du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) Pays d'Aix Habitat Métropole - Désignation des représentants

HN 019-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) a prévu le rattachement obligatoire des Offices Publics de l'Habitat communaux aux EPCI compétents en matière d'habitat à compter du 1^{er} janvier 2017.

Dans ce cadre, et depuis le 1^{er} janvier 2017, l'Office Public de l'Habitat (OPH) Pays d'Aix Habitat Métropole, initialement rattaché à la commune d'Aix-en-Provence, est rattaché à la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat.

Aussi, et en application de l'article R.421-8 du code de la construction et de l'habitation (CHH), le Conseil de la Métropole doit, lors de sa première réunion suivant son renouvellement, déterminer l'effectif du conseil d'administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole dans les conditions prévues à l'article R.421-4 du même code.

A ce titre, le nombre des membres du conseil d'administration d'un office public de l'habitat ayant voix délibérative peut être fixé à vingt-trois ou à vingt-sept, compte tenu notamment de la répartition géographique du patrimoine de l'office ou de l'importance de son parc.

A ce jour, le conseil d'administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole compte 23 membres.

Compte tenu de la répartition géographique du patrimoine de cet OPH, situé principalement sur Aix-en-Provence et ses alentours, et de l'importance de son parc, celui-ci comptant près de 5 600 logements, il est aujourd'hui proposé de maintenir à vingt-trois l'effectif du conseil d'administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole.

En outre, et conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, il revient au Conseil de la Métropole, d'une part, de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au conseil d'administration (CA) de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole, et d'autre part, de désigner le membre du CA de cet OPH représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.

En effet, il est rappelé qu'en application des articles R. 421-5 et R.421-6 du CHH, lorsque l'effectif des membres du CA de l'OPH ayant voix délibérative est fixé à vingt-trois, ceux-ci sont ainsi répartis :

- Treize sont les représentants de la collectivité territoriale ou de l'EPCI de rattachement désignés par son organe délibérant, dont six en son sein, les autres représentants, qui ne sont pas des élus de la collectivité ou de l'établissement public de rattachement, étant choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques, ou en matière d'affaires sociales. Deux des personnalités qualifiées ont la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que celle ou celui de rattachement ;
- Un membre est désigné par la ou les caisses d'allocations familiales du département du siège de l'office ;
- Un membre est désigné par l'union départementale des associations familiales du département du siège de l'office ;
- Un membre est désigné par les associés des collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le département du siège ;
- Deux membres sont désignés par les organisations syndicales de salariés les plus représentatives dans le département du siège ;
- Un membre représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées est désigné par la collectivité territoriale ou l'EPCI de rattachement de l'office ;
- Quatre membres sont les représentants des locataires, ceux-ci étant élus par les locataires, occupants et sous-locataires de l'office. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 114.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2017, l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole est rattaché à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient de fixer l'effectif du conseil d'administration de cet OPH ;
- Qu'il revient en outre au Conseil de la Métropole, d'une part, de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au conseil d'administration (CA) de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole, et d'autre part, de désigner le membre du CA de cet OPH représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées

Délibère

Article 1 :

Est fixé à 23 membres l'effectif du Conseil d'Administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole.

Article 2 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole :

- Monsieur Jean-Louis VINCENT en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Robert DAGORNE en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Gérard BRAMOULLÉ en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Francis TAULAN en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Frédéric GUINIERI en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Stéphane PAOLI en qualité d' élu du Conseil de la Métropole
- Monsieur Bernard OLIVIER en qualité de personnalité qualifiée
- Madame Thérèse FORLI en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Jean-Marie GORSE en qualité de

personnalité qualifiée

- Monsieur Georges BLANC en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Hervé GHIO en qualité de personnalité qualifiée
- Madame Odile BONTHOUX en qualité de personnalité qualifiée, élue d'une autre collectivité ou autre EPCI du ressort de compétence de l'office ;
- Madame Brigitte BILLOT en qualité de personnalité qualifiée, élue d'une autre collectivité ou autre EPCI du ressort de compétence de l'office.

Article 3 :

Est désigné comme membre du Conseil d'Administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- Monsieur Florent HOUDMON

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 020-8090/20/CM

■ Indemnités des élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence HN 020-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il appartient au Conseil de Métropole de fixer le montant des indemnités de fonction des élus de la Métropole. Ces indemnités sont déterminées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

Le régime juridique des indemnités de fonction des élus de la Métropole est fixé par les articles L. 5211-12 et L. 5218-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'enveloppe indemnitaire globale disponible pour l'indemnité du Président, les indemnités des Vice-Présidents de la Métropole, des Vice-Présidents des Conseils de Territoires et les indemnités des conseillers métropolitains titulaires d'une délégation est déterminée en additionnant l'indemnité maximale théorique pour l'exercice effectif des fonctions de Président et les indemnités maximales théoriques pour l'exercice effectif des fonctions de Vice-Président de la Métropole correspondant au nombre maximal de Vice-Présidents, qui pour la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixé à 20, auquel s'ajoute les 6 Vice-Présidents de droit, Présidents des Conseils de Territoire . Il convient également d'intégrer dans cette enveloppe les indemnités maximales théoriques pour l'exercice effectif des fonctions de Vice-Président des conseils de territoire dont le nombre est fixé à

maximum à 30% de l'effectif des conseils de territoires dans la limite de 15.

Dans ces limites, il incombe donc au Conseil de la Métropole de fixer le montant des indemnités de fonctions qui vont être accordées à ses membres :

Indemnités impactant l'Enveloppe Théorique Maximale :

Les indemnités de fonction du Président sont fixées à 145% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les indemnités de fonction des Vice-Présidents de la Métropole, des Présidents de Conseil de Territoire en tant que Vice-Présidents de droit sont fixées à 55% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les indemnités de fonction des Conseillers métropolitains titulaires d'une délégation sont fixées à 45,5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les indemnités de fonction des Vice-Présidents des Conseils de Territoire sont fixées à 33 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Indemnités n'impactant pas l' Enveloppe Théorique Maximale

Les indemnités des Conseillers métropolitains sont fixées à 28% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Le décret n°2020-571 du 14 mai 2020 définissant la date d'entrée en fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dans les communes dont le conseil

municipal a été entièrement renouvelé dès le premier tour des élections municipales et communautaires organisé le 15 mars 2020 ;

- La délibération n° HN 001- 8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° HN 002 - 8066/20/CM du 9 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Présidents de la Métropole
- La délibération HN 002-002/20/CT du conseil de territoire de Marseille Provence du 15 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président ;
- La délibération n°2020_CT2_022 du conseil de territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président ;
- La délibération n°03/20 du conseil de territoire du Pays de Salon du 13 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président ;
- La délibération CT4-130720-2 du conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 13 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président ;
- La délibération n°2/20 du conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 13 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président ;
- La délibération n°2020-002 du conseil de territoire du Pays de Martigues du 13 juillet 2020 relative à la détermination du nombre de Vice-Président.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant,

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole de verser des indemnités aux élus de la Métropole pour l'exercice effectif de leur fonction, lesquelles constituent pour la Métropole une dépense obligatoire et, dès lors, de fixer le montant de ces indemnités.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les montants des indemnités du Président, des Vice-présidents (élus ou de droit), des Conseillers métropolitains titulaires de délégation, des Vice-Présidents des conseils de territoires et des Conseillers métropolitains, en référence directe à l'indice brut terminal de la fonction publique, applicable aux métropoles, lesquels sont indiqués dans le tableau annexé.

Au regard des circonstances particulières liées à la crise sanitaire, la présente délibération sera applicable aux élus issus du 1^{er} tour des élections municipales entrés en fonction durant la période transitoire.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain, Chapitre 65, Nature 65311.

HN 021-8091/20/CM

■ Exercice du droit à la formation des élus

HN 021-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales a rendu applicable aux métropoles les articles L5215-16 à L5215-18 dudit code.

L'article L5215-16 précité vise les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales relatives aux conditions d'exercice des mandats municipaux, à l'exclusion des articles L. 2123-18-1, L. 2123-18-3 et L. 2123-22.

Par conséquent, les articles L2123-12 à L2123-16 qui relèvent du chapitre III précité, sont applicables à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L2123-12 précise que « les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions », qu' « une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation » (1^{er} alinéa), et que « dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre » (2^{ème} alinéa).

En application de l'article L2123-14, le montant de ces dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune.

Les membres du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence disposent donc d'un droit à la formation au même titre que les membres d'un Conseil municipal.

Dans ce cadre, les frais d'enseignement donnent droit à remboursement. Il en est de même des frais de déplacement et de séjour correspondants, qui sont pris en charge par la Métropole dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

D'autre part, les pertes de revenu subies par l' élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la Métropole dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Conformément aux dispositions de l'article L2123-12 susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et de déterminer les orientations en matière de formation et les crédits ouverts à ce titre.

La formation doit être adaptée aux fonctions des élus et avoir un lien direct avec l'exercice de leur mandat. A ce titre, sont notamment concernées les thématiques suivantes : les fondamentaux de l'action publique locale et de la gestion des politiques locales (Institutions locales, marchés publics, finances publiques, ...), les formations en lien avec les compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les formations en lien avec les délégations et l'appartenance aux différentes commissions...

Ces formations devront être dispensées par un organisme ayant reçu un agrément délivré par le Ministre de l'Intérieur dans les conditions fixées par les articles R1221-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Concernant le montant annuel des dépenses de formation, il est proposé au Conseil de la Métropole de le fixer au plafond prévu par l'article L2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit à 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du Conseil de la Métropole, et d'adopter le principe de la répartition de ces crédits de formation entre chacun des différents groupes d'élus constitués, et, le cas échéant, des élus non inscrits, au prorata de leur représentativité parmi l'ensemble des membres du Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il appartiendra donc aux Présidents de chacun des groupes d'élus de proposer, dans la limite de l'enveloppe attribuée en application de la présente délibération, les actions de formation dont souhaitent bénéficier les élus de leur groupe. De même, les élus non inscrits pourront proposer dans cette même limite, les actions de formation dont ils souhaitent bénéficier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est décidée la prise en charge des dépenses de formation des membres du Conseil de la Métropole dans les conditions prévues au présent rapport et dans la limite du plafond fixé à l'article L2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé le principe de la répartition de ces crédits de formation entre chacun des différents groupes d'élus constitués, et, le cas échéant, des élus non inscrits, au prorata de leur représentativité parmi l'ensemble des membres du Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Sont approuvées les orientations données à la formation des membres du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, telles que précisées au présent rapport.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la formation des membres du Conseil de la Métropole, et notamment les conventions de formation.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 022-8092/20/CM

■ Remboursement des frais de déplacement liés aux formations des élus métropolitains

HN 022-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Conseillers métropolitains peuvent être amenés à effectuer des déplacements liés à leur inscription à des modules de formations, pour lesquelles une convention aura été signée préalablement entre l'organisme retenu et le Président de la Métropole.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, les frais donnant lieu à remboursement comprennent, hors territoire métropolitain, le transport, les repas et l'hébergement. Des réductions pourront être appliquées sur le barème de remboursement si la convention inclut certaines prestations telles que les frais de repas.

Les dispositions des articles L.2123-14 et R.2123-13 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que le remboursement des frais peut s'effectuer dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, à savoir le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Ce décret prévoit que des dérogations aux barèmes de remboursement puissent être mises en œuvre pour des situations géographiques particulières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des

frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prévoir les déplacements des conseillers métropolitains dans le cadre de leurs formations ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les modalités de ces déplacements et de leurs remboursements.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prise en charge des frais de transport, des élus métropolitains dans le cadre de formations effectuées hors du territoire métropolitain, sur présentation d'un état de frais. L'élue qui utilise son propre véhicule est indemnisé sur la base des indemnités kilométriques en vigueur.

Article 2 :

Est approuvée la prise en charge des frais d'hébergement et de repas selon les modalités suivantes :

1) Métropole

Frais de séjour	Remboursement d'hébergement frais	Remboursement frais de repas
Communes de moins de 200 000 hab.	Forfait de 70 euros (comprend le petit déjeuner).	Forfait de 17,50 euros par repas (du midi et du soir)
Paris + petite et grande couronne	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)
Communes de 200 000 hab. ou plus.	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)

2) DOM et COM

Indemnités de missions	Remboursement d'hébergement frais	Remboursement frais de repas
DOM et COM	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)

3) Etranger

En cas de mission à l'étranger, l'élu perçoit une indemnité de mission sous la forme d'une indemnité journalière dont le montant est fixé à l'annexe 1 de l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Article 4 :

Les frais inhérents à chaque formation sont déduits de l'enveloppe annuelle consacrée à la formation sur la part du groupe d'élus bénéficiaire de cette formation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 023-8093/20/CM

■ Remboursement des frais de mission et des frais de déplacement des élus métropolitains HN 023-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les conseillers métropolitains sont amenés à effectuer des déplacements hors du territoire métropolitain liés aux missions dont ils ont été chargés ; ceci peut les conduire à engager des frais, notamment de transport et de séjour.

Les dispositions des articles L32123-18 et L.5215-16 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que le remboursement des frais peut

s'effectuer forfaitairement dans la limite du montant des indemnités allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat.

Le décret 2006.781 du 3 juillet 2006 fixe les dispositions applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Mais il prévoit aussi que des dérogations aux barèmes de remboursement, puissent être mises en œuvre, pour des situations géographiques particulières.

Par ailleurs, les membres du Bureau sont amenés à effectuer des déplacements sur le territoire métropolitain liés à la délégation dont ils ont la charge ; la mise à disposition de cartes accréditives destinées à l'achat de carburant et au paiement des péages pourra permettre la prise en charge par l'EPCI des frais engagés dans ce cadre par les membres du Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Le décret n° 206-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Le décret n°2007-23 du 5 juillet 2007 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics et abrogeant le décret n° 1-573 du 19 juin 1991.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessité de prévoir les déplacements des conseillers métropolitains dans le cadre de la représentation et la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de différentes instances ou manifestations ;

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les modalités de ces déplacements et de leurs remboursements.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prise en charge des frais de déplacement réalisés par les élus métropolitains dans les limites du cadre exposé ci-dessus, sur présentation d'un état de frais.

Article 2 :

Est approuvée, dans les limites du cadre réglementaire, l'indemnisation des frais de transport sur la base des indemnités kilométriques en vigueur.

1) Métropole

Frais de séjour	Remboursement d'hébergement	frais	Remboursement frais de repas
Communes de moins de 200 000 hab.	Forfait de 70 euros (comprend le petit déjeuner).		Forfait de 17,50 euros par repas (du midi et du soir)
Paris + petite et grande couronne	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)		Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)
Communes de 200 000 hab. ou plus.	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)		Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)

2) DOM et COM

Indemnités de missions	Remboursement d'hébergement	frais	Remboursement frais de repas
DOM et COM	Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 120 euros (comprend le petit déjeuner)		Régime dérogatoire : Remboursement aux frais réels dans la limite d'un plafond de 25 euros par repas (du midi et du soir)

3) Etranger

En cas de mission à l'étranger, l'élu perçoit une indemnité de mission sous la forme d'une indemnité journalière dont le montant est fixé à l'annexe 1 du décret n° 2007-781.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à décider les voyages et missions des conseillers communautaires en France et à l'étranger.

Article 4 :

Est approuvée l'attribution de cartes accréditives (carburant et péages) à l'usage exclusif des membres du Bureau utilisant leur véhicule personnel dans le cadre de leur mission sur le territoire métropolitain.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits chaque année au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 024-8094/20/CM

■ Approbation des moyens matériels affectés aux groupes d'élus de la Métropole HN 024-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L.5215-18 du Code Général des Collectivités Territoriales des groupes d'élus peuvent se constituer par la remise à la Présidente de la Métropole d'une déclaration signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Afin de permettre aux collaborateurs affectés auprès des groupes d'élus d'exercer leurs attributions, il convient de procéder à l'affectation des moyens en matériel aux groupes.

A cet effet, l'article L. 5215-18 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour le Conseil de la Métropole d'affecter aux groupes d'élus, dans les conditions qu'il définit, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et la prise en charge de leur frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

La prise en charge des fournitures de bureau, des consommables informatiques et bureautiques, des abonnements presse, frais de documentation, de courrier, de télécommunications seront comptabilisés sur un crédit dépense résultant d'une enveloppe financière annuelle par élu multipliée par l'effectif du groupe.

Au regard des responsabilités et assurances liées à l'affectation de ces moyens, il est précisé que leur usage ne saurait être dédié qu'aux élus métropolitains et agents de la Métropole affectés aux groupes de l'Assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, l'affectation aux groupes d'élus de moyens matériels pour leur fonctionnement.

Article 2 :

Les moyens alloués et modalités d'attribution sont fixés dans l'annexe de la présente délibération.

Article 3 :

Est décidé d'attribuer en sus des moyens précisés dans l'annexe ci-jointe, une enveloppe financière annuelle destinée à couvrir leurs frais de fournitures de bureau, de consommables informatiques et bureautiques, d'abonnements presse, de documentation, de courrier et de télécommunications.

Article 4 :

Le montant de cette enveloppe est le produit de l'effectif de chaque groupe par une base individuelle.

Article 5 :

Pour 2020, le montant de cette base individuelle est de 400 euros.

Article 6 :

Pour 2021 et les années suivantes dans le cadre de la mandature, la base est de 200 euros.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget et suivants de la Métropole : Sous-Politique A 320 - Nature 65862 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 025-8095/20/CM

■ Approbation des moyens en personnel affectés aux groupes d'élus de la Métropole HN 025-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales a rendu applicable aux métropoles les articles L5215-16 à L5215-18 dudit code.

Aux termes de l'article L5215-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les Conseils des Communautés Urbaines de plus de 100 000 habitants, les groupes de conseillers communautaires se constituent par la remise au président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Le quatrième alinéa de l'article susvisé dispose que le président peut, dans les conditions fixées par le Conseil de Communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de conseillers communautaires une ou plusieurs personnes. Le Conseil de Communauté ouvre au budget de la Communauté Urbaine, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de Communauté.

Ces dispositions sont pleinement applicables à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, il est proposé d'inscrire au budget de la Métropole les crédits nécessaires à l'affectation de personnels auprès des groupes d'élus constitués au sein du Conseil de la Métropole, pour un montant correspondant au plafond légal, soit 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de la Métropole.

Dans ces conditions, la Présidente de la Métropole pourra procéder à l'affectation de personnels auprès des groupes d'élus constitués, sur proposition de leurs représentants, et dans la limite de ces crédits, qui feront l'objet d'une répartition entre les différents groupes, au prorata du nombre d'élus rattachés à chacun d'eux.

Enfin, il est précisé qu'en application de l'article 110-1 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984, les agents contractuels recrutés sur le fondement du code général des collectivités territoriales pour exercer

les fonctions de collaborateur de groupe d'élus sont engagés par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable, dans la limite du terme du mandat électoral de l'assemblée délibérante concernée. Si, à l'issue d'une période de six ans, ces contrats sont renouvelés, ils ne peuvent l'être que par décision expresse de l'autorité territoriale et pour une durée indéterminée.

Par ailleurs, le 3ème alinéa de l'article 110-1 précité précise que la qualité de collaborateur de groupe d'élus est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale et ne donne aucun droit à titularisation dans un grade de la fonction publique territoriale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 110-1.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'affectation de collaborateurs auprès des groupes d'élus constitués au sein du Conseil de la Métropole, dans la limite du plafond de crédits légal, soit 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

L'affectation de ces moyens en personnels auprès des groupes d'élus constitués interviendra sur proposition des représentants de chaque groupe, dans la limite des crédits inscrits à cet effet, qui feront l'objet d'une répartition entre les différents groupes au prorata du nombre d'élus rattachés à chacun d'eux.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivant de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 028-8096/20/CM

■ Création d'emplois de Collaborateurs de Cabinet de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

HN 028-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs, dans le respect des règles fixées en son sein. Ces collaborateurs ne rendent compte qu'à l'autorité territoriale auprès de laquelle ils sont placés et qui décide des conditions et des modalités d'exécution du service qu'ils accomplissent auprès d'elle.

Cet article précise en outre qu'un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de rémunération et l'effectif maximal des membres des cabinets.

Dans ce cadre, l'article 13-1 du décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales dispose que l'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un président du conseil de métropole est ainsi fixé :

- Une personne pour un établissement employant moins de 200 agents ;
- Trois personnes pour un établissement employant de 200 à moins de 500 agents ;
- Deux personnes pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 500 agents lorsque l'effectif est de 500 à 3 000 agents ;
- Une personne pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 1 000 agents lorsque l'effectif est supérieur à 3000.

Par conséquent, l'effectif maximum du cabinet de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de dix-huit collaborateurs.

Les emplois de cabinet sont créés par délibération de l'organe délibérant de la Métropole, qui en détermine le nombre et fixe le montant global des crédits affectés aux recrutements de collaborateurs de cabinet.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :

- d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la Métropole Aix-Marseille-Provence occupé par un fonctionnaire soit, à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- d'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou grade de référence retenu.

En cas de vacance dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu en application des dispositions de l'article 7 du décret précité, le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Il est proposé, dans ces conditions, de créer dix-huit emplois de collaborateurs de cabinet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et notamment ses articles 34, 110 et 136 ;
- Le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales et notamment son article 13-1.
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidée la création de dix-huit emplois de collaborateur de cabinet au sein du cabinet de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le remboursement des frais engagés par les collaborateurs du cabinet de la Présidente de la Métropole pour leurs déplacements professionnels se fera dans les conditions prévues

à l'article 9 du décret susvisé du 16 décembre 1987.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget, sur les natures budgétaires développées, rattachées aux comptes 6411 et 6413 du chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 029-8097/20/CM

■ **Approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions de délégations de service public relatives à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet**
HN 029-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le- Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Par délibérations MER 002-5518/19/CM et MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe des délégations de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille et comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.

Les deux procédures de consultation se sont effectuées selon les dispositions de l'ordonnance

n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et à son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016, ainsi qu'aux articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir à des approbations du choix du titulaire lors d'un Conseil de la Métropole prévu après l'installation des instances de la Métropole suivant les élections municipales du 15 et 22 mars 2020.

En raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

La loi n° 2020- 290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, instaurant l'état d'urgence sanitaire, est venue préciser les modalités de ce report dans les communes où le premier tour organisé le 15 mars 2020 n'a pas permis d'élire l'ensemble de l'organe délibérant.

Le décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 a arrêté au 28 juin 2020 la date du second tour des élections municipales et communautaires.

Le report des élections municipales et communautaires rend impossible la tenue d'un Conseil de la Métropole permettant une entrée en vigueur des nouvelles délégations avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020, dates d'échéance respectives des actuels contrats de délégation de service public. Cette situation créerait une interruption du service public d'avitaillement de la Pointe Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry-le-Rouet pour plusieurs semaines en haute saison ce qui serait fortement préjudiciable aux usagers plaisanciers et professionnels.

Ainsi afin d'assurer la continuité de ces services publics, une prolongation des contrats n°13/130 et n°13/131 sous la forme d'une modification unilatérale pour motif d'intérêt général s'avère indispensable. Il est proposé de prolonger les actuelles délégations de service public jusqu'au 30 septembre 2020, durée strictement nécessaire pour procéder aux dernières formalités légales et réglementaires suivant l'approbation par le Conseil de la Métropole du choix des titulaires respectifs et des nouveaux contrats prévu le 31 juillet prochain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet »
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la crise sanitaire liée au COVID-19 et le report du calendrier des élections municipales et communautaires

empêchent la tenue d'un Conseil Métropolitain dans les délais initialement prévus permettant une attribution avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020 dates d'échéance respectives des conventions n°13/130 et n°13/131 ;

- La nécessité du maintien du service public d'avitaillement du Port de la Pointe-Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet durant la haute saison ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification unilatérale pour motif d'intérêt général prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le contrat de délégation de service public n°13/130 relatif à l'exploitation du service public d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe-Rouge.

Article 2 :

Est approuvée la modification unilatérale pour motif d'intérêt général prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le contrat de délégation de service public n°13/131 relatif à l'exploitation des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 030-8098/20/CM

■ Modification des statuts de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence

HN 030-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005, l'ancien Établissement Public de Coopération Intercommunal SAN Ouest Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma dénommée « Scènes et Cinés Ouest Provence » ainsi que ses statuts. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code.

Les statuts actuels de la régie scènes et cinés Ouest Provence nécessitent d'être rectifiés pour tenir compte de la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SAN Ouest Provence et modifier en conséquence la composition du conseil d'administration.

En effet, l'article 5B des statuts actuellement en vigueur relatif à la composition du conseil d'administration précise que :

« Le conseil d'administration est composé de 17 membres. Les catégories de membres sont fixées comme suit :

- Le président du SAN Ouest Provence,
- Le 1^{er} vice-président du SAN Ouest Provence,
- 15 membres du comité syndical du SAN Ouest Provence ».

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite modifier la composition du conseil d'administration comme suit :

« Le conseil d'administration est composé de 13 membres. Les catégories de membres sont fixées comme suit :

- Le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant,
- Le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- 5 conseillers métropolitains,
- 6 personnalités qualifiées ».

Par ailleurs, il est également nécessaire de mettre à jour certaines références textuelles suite à des évolutions législatives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005 du comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel ou commercial chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma dénommée « Scènes et Cinés Ouest Provence » ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier les statuts de la régie Scènes et Cinés Ouest

Provence pour prendre en compte la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SAN Ouest Provence et de modifier en conséquence la composition de son conseil d'administration ;

- Qu'il est nécessaire également de mettre à jour les statuts afin de se référer aux textes désormais en vigueur.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les statuts modifiés de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence tels qu'ils figurent en pièce jointe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 031-8099/20/CM

■ Modification des statuts de l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D)
HN 031-17/07/20 CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°27/02 du 31 janvier 2002, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé la création d'une régie à caractère industriel et commercial dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommée « Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence » (E.P.A.D)

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), fusionnés conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Les statuts actuels de la régie Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) nécessitent d'être mis à jour pour tenir compte de la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SAN Ouest Provence et fixer à 14 le nombre des membres du conseil d'administration du fait de la dissolution du Syndicat mixte d'équipement Euro-Alpilles.

La composition sera fixée comme suit :

« Le conseil d'administration est composé de 14 membres.

- 10 conseillers métropolitains ;
- le Président du Directoire du Grand Port Maritime de Marseille ou son représentant ;
- le Président de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence ou son représentant ;

- le Président du Conseil départemental ou son représentant ;
- le Président du Conseil régional ou son représentant. »

Par ailleurs il est également nécessaire de préciser davantage les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration ainsi que les fonctions du Directeur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° n°27/02 du 31 janvier 2002 du comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la création d'une régie à caractère industriel et commercial dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommée « Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence » (E.P.A.D) ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier les statuts de la régie Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) pour prendre en compte la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SAN Ouest Provence, fixer à 14 le nombre des membres du conseil d'administration et préciser davantage les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration ainsi que les fonctions du Directeur.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les statuts modifiés de la Régie Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D), ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.